Le Conseil,

Vu le rapport du 9 décembre 1998, par lequel monsieur le président :

A - Expose ce qui suit :

La loi n° 96-369 du 3 mai 1996, relative aux services d'incendie et de secours, prévoit en son article 17 :

"Les biens affectés, à la date d'entrée en vigueur de la présente loi, par les Communes, les établissements publics de coopération intercommunale et le Département au fonctionnement des services d'incendie et de secours et nécessaires au fonctionnement du service départemental d'incendie et de secours sont mis, à titre gratuit, à compter de la date fixée par une convention, à la disposition de celui-ci."

De plus, l'article 19 prévoit que *"indépendamment de la convention prévue à l'article 17 et à toute époque le transfert des biens au service départemental d'incendie et de secours peut avoir lieu en pleine propriété."*

Une convention fixe les modalités du transfert de propriété. Ce transfert ne donne pas lieu à la perception de droits, taxes ou honoraires."

Aussi vous est-il proposé de transférer la propriété des matériels et véhicules affectés actuellement à la direction incendie et secours, les véhicules étant "armés prêts au départ". Ce transfert serait consenti à titre gratuit ;

Un inventaire des matériels et des véhicules transférés a été établi et sera joint aux conventions ;

B - Propose de délibérer comme suit ;

Vu ledit dossier ;

Vu les articles 17 et 19 de la loi n° 96-369 du 3 mai 1996 ;

Où l'avis de ses commissions ressources humaines, incendie et secours et domaine et administration générale ;

DELIBERE

Autorise monsieur le président à signer :

a) - la convention de transfert des matériels opérationnels non roulants, équipements divers et mobiliers prévoyant, notamment, l'entrée en jouissance par le service départemental d'incendie et de secours de ceux-ci au 1er janvier 1999,

b) - la convention de transfert des véhicules et remorques prêts à fonctionner prévoyant, notamment, l'entrée en jouissance par le service départemental d'incendie et de secours de ceux-ci au 1er janvier 1999,

c) - les actes administratifs à intervenir.

Et ont signé les membres présents,
pour extrait conforme,
le président,
pour le président,